

que cette fois comme précédemment elle leur a été imposée. En fait, M. Chamberlain et M. Daladier s'opposaient tellement à toute guerre que dans certains pays, comme nous le savons, on a maugréé contre l'hésitation des chefs à appuyer la cause de la Pologne. Aujourd'hui ces lenteurs et ces hésitations ont de quoi nourrir notre fierté, parce qu'elles établissent à l'évidence que ni l'Angleterre, ni la France n'auraient jamais entrepris la guerre si Hitler ne les y avait poussées.

On peut affirmer sans exagération qu'il s'agit d'une guerre pour la conservation de la liberté humaine. Les preuves abondent pour montrer que l'hitlérisme signifie autocratie, barbarie, gangstérisme international—je me suis servi de ce qualificatif durant la dernière session et comment mieux décrire la conduite d'Hitler? Que le chancelier Hitler gagne la présente guerre, et tout laisse prévoir que la civilisation actuelle sombrera; la civilisation dont nous jouissons à l'heure actuelle ira rejoindre celles qui l'ont précédée.

La session actuelle du Parlement a surtout été convoquée pour autoriser et sanctionner ce que le Gouvernement entreprendra dans le sens de la participation du Canada dans le présent conflit. Dans une déclaration que voici, le premier ministre (M. Mackenzie King) disait récemment qu'il prierait le Parlement d'approuver toute coopération efficace du Canada en faveur de la Grande-Bretagne. En ce qui concerne l'assistance et l'autorité du Parlement, j'affirme incontinent que le premier ministre peut compter sur l'appui et le concours du parti que j'ai l'honneur de diriger. Il est de notre devoir de faire savoir à l'univers, aux amis comme aux ennemis, que nous appuyons sans réserve la mère patrie dans cette lutte pour la liberté humaine. L'Angleterre et la France ont engagé les hostilités sans aucun motif d'égoïsme, sans espoir de récompenses financières, sans ambitions territoriales ou impérialistes; il s'agit de sauver la civilisation des attaques d'Hitler, dont la parole jurée, comme nous l'avons appris, ne garantit aucune sécurité, qui en maintes occasions, dans son pays et en Autriche en tout cas, a eu recours à des sicaires pour accomplir ses fins, qui s'est abattu sans pitié sur l'Autriche et la Tchécoslovaquie, enfin qui, selon toutes les apparences, ne manifeste de respect pour rien. Il fait bon marché de tout—libertés individuelles, droits des nations, obligations des traités, frontières internationales—pour satisfaire ses ambitions insatiables.

Il n'est pas le premier homme à chercher à dominer le monde. Environ cent trente ans passés un autre, beaucoup plus grand que lui, fit la même tentative, Napoléon Bonaparte. Mais après cette tentative Napoléon mou-

[L'Hon. M. Manion.]

rut, encore en pleine force de l'âge, prisonnier sur l'île Sainte-Hélène. J'espère, et j'exprime probablement l'espoir de toute la députation, quand je dis qu'Hitler finira de la même manière.

Monsieur l'Orateur, nous participerons fatalement à cette guerre. Nous sommes sujets britanniques, nous appartenons à l'Empire britannique et, je répète ce que j'ai dit ailleurs, je me demande comment nous pourrions rester membre et en dehors de l'Empire britannique en même temps. A la session spéciale du Parlement qui avait lieu vingt-cinq ans passés de l'opposition de l'époque, chef de l'opposition libérale comme moi aujourd'hui chef de l'opposition conservatrice, ce grand Canadien-français qu'était sir Wilfrid Laurier, s'est exprimé avec beaucoup plus d'éloquence que je ne saurais le faire; je vais donc citer deux ou trois passages de son discours.

Il dit:

Pendant longtemps nous avons dit que, lorsque la Grande-Bretagne est en guerre nous sommes en guerre, et nous comprenons aujourd'hui qu'elle est en guerre et que nous le sommes aussi.

Et un peu plus loin:

Dans cette circonstance, je dois à la Chambre une déclaration catégorique. Voici un sujet qui a souvent été l'objet des débats de cette Chambre. J'ai toujours dit et je répète que le Canada n'a qu'une pensée et qu'un désir. Autrefois, nous avons pu différer d'opinion sur les moyens de rendre service à notre pays et à l'Empire. J'ai déclaré plus d'une fois que, si l'Angleterre était en danger—que dis-je?—non seulement en danger, mais engagée dans une lutte qui mettrait sa puissance à l'épreuve, il serait du devoir du Canada de lui venir en aide dans la pleine mesure de ses moyens.

Plus loin encore, il ajoute:

Le monde verra que le Canada, rejeton de la vieille Angleterre, entend la défendre dans cette formidable lutte.

Et sir Robert Borden, répondant à sir Wilfrid Laurier au cours du même débat, tout comme me répondra le premier ministre aujourd'hui, déclarait:

Nous sommes tous d'accord sur notre devoir: dans cette querelle, nos cœurs battent à l'unisson avec ceux de l'Angleterre et des autres colonies anglaises. Nous ne saurions manquer de remplir notre devoir comme l'exige l'honneur du Canada.

Je partage entièrement ces opinions. J'ai déjà eu l'occasion d'affirmer, et je le répète aujourd'hui, qu'une partie quelconque de l'Empire étant en guerre il ne saurait être question de neutralité pour une autre partie de l'Empire. Mais aujourd'hui, en plus de cela, nous combattons pour l'idéal de notre civilisation. Nous combattons pour la chrétienté, dans toutes ses ramifications, car pro-